

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

Administrateur
Concours externe 2024
PARTIE 2

ANNALES

ASSEMBLÉE NATIONALE
Direction des Ressources humaines
233 boulevard Saint-Germain
75007 PARIS



CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR 2024

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ

Épreuve pratique portant sur le droit administratif

(durée : 4 heures - coeff. : 3)

**Nombre de pages : 2, page de
garde incluse.**

➤ AUCUN DOCUMENT N'EST AUTORISÉ POUR CETTE ÉPREUVE ◀

Votre cousin Sylvère est un jeune adulte très engagé dans la cause environnementale. Depuis qu'il est militant au sein de l'association *Terre neuve*, il découvre les écueils juridiques auxquels se heurte la défense de l'environnement. Il profite donc de la visite que vous lui rendez, chez lui à Grenoble, pour vous soumettre les questions juridiques qui tourmentent l'association dont il est membre.

Question 1 (5 points)

Par une délibération du 15 mars 2024, le conseil municipal de Grenoble a attribué une subvention d'un montant de 4000 euros pour l'organisation d'un événement destiné à sensibiliser la population locale aux enjeux du changement climatique. L'association *Terre neuve* est étroitement associée à l'organisation et à l'animation de cette journée, baptisée « Verdir-Divertir-Réfléchir-Sévir », prévue le 1^{er} mai 2024. Le préfet de l'Isère a d'ores et déjà exprimé dans la presse locale son incompréhension face à cette subvention et même son opposition. La dénomination de la journée lui fait craindre que celle-ci soit l'occasion d'inciter la population à mener, dans le futur, des actions violentes et contraires à l'ordre public.

Votre cousin vous demande par quelles voies le préfet pourrait agir pour obtenir la suppression de la subvention. Par-delà la question des voies procédurales ouvertes au préfet, votre cousin souhaite connaître les chances de succès de ces actions.

Question 2 (4 points)

Sylvère vous confie aussi sa colère après avoir pris connaissance du rapport intitulé « Évaluation des actions associatives », commandé par le gouvernement et diffusé sur le site « <https://www.associations.gouv.fr> ». Ce rapport recommande en effet *in fine* de « développer la culture de l'évaluation des actions associatives » et de déployer les démarches évaluatives y compris sur les « plus petites associations » pour révéler l'impact et la valeur de leurs engagements.

Votre cousin, voyant dans ces recommandations une ingérence insupportable des pouvoirs publics dans la vie associative, vous demande s'il est possible de contester devant le juge les recommandations de ce rapport.

Question 3 (5 points)

Sylvère vous expose qu'une association foncière de remembrement (établissement public administratif) a réalisé, sans autorisation, des travaux qui ont gravement nui au ruisseau le Verderet, qui traverse Grenoble. L'association *Terre neuve* souhaiterait introduire une action en justice pour obtenir, d'une part, la réparation du préjudice écologique, d'autre part, la réparation de son propre préjudice moral.

Votre cousin vous interroge sur les actions à introduire et leur chance de succès.

Question 4 (6 points)

Doutant de la capacité du droit à servir la cause environnementale et lassé des embûches semées par les pouvoirs publics, Sylvère se demande si l'association *Terre neuve* ne devrait pas rejoindre la mouvance écologiste radicale et soutenir, voire mener elle-même, des actions violentes afin de bloquer effectivement certains projets d'aménagement délétères pour l'environnement.

Il vous interroge sur le risque d'une mesure de dissolution de l'association et sur l'existence de garanties procédurales et de fond face à une telle mesure.

CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR 2024

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ

Droit de l'Union européenne

(durée : 4 heures - coeff. : 3)

Nombre de pages : 3, page de garde incluse.

➤ AUCUN DOCUMENT N'EST AUTORISÉ POUR CETTE ÉPREUVE ◀

Question 1 (4 points)

Afin d'assurer la sécurité publique, la Commission européenne a adopté avec la procédure législative ordinaire un projet d'acte relatif au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes au sein de l'Union européenne.

Pour des raisons diverses, plusieurs Parlements nationaux sont opposés à l'adoption de cet acte législatif. Des députés souhaitent savoir s'il est possible que l'Assemblée nationale engage une ou des actions pour s'opposer à la poursuite de l'examen de la procédure législative au niveau européen et, si oui, quelle est ou quelles sont les actions à entreprendre. Que leur répondez-vous ?

Question 2 (5 points)

Finalement, le texte a été adopté. Il s'agit d'une directive qui, sans interdire totalement le commerce des armes, prévoit nombre de limitations afin de préserver la sécurité publique sur le territoire de l'Union européenne. Le texte est fondé sur l'article 114 du TFUE qui dispose, entre autres, que « *le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social, arrêtent les mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur* ».

Des députés vous interrogent sur la ou les voies contentieuses à emprunter pour obtenir l'annulation du texte ainsi que sur les moyens de droit qu'il serait pertinent d'invoquer. Que leur répondez-vous ?

Question 3 (5 points)

En attendant une éventuelle annulation du texte litigieux, il n'en reste pas moins que la directive indique que sa transposition doit avoir lieu au plus tard 12 mois après son entrée en vigueur. Lors du vote du texte au sein du Conseil de l'Union européenne, la France s'était opposée à l'adoption de plusieurs dispositions qu'elle jugeait trop permissives. Cela n'a cependant pas pu empêcher l'adoption de ces dispositions pour lesquelles le seuil de la majorité qualifiée a été atteint.

Connaissant votre expertise sur les questions européennes, un député vous sollicite. Il souhaite tout d'abord que vous lui rappeliez comment fonctionne la majorité qualifiée au sein du Conseil de l'Union européenne. Ensuite, s'appuyant sur les positions françaises lors de l'adoption du texte, il propose de transposer uniquement les dispositions de la directive n'ayant pas suscité une opposition de la France. Par ailleurs, avant ces opérations de transposition et avant l'échéance du délai prévu par la directive, la France adopte une loi qui va à l'encontre de plusieurs des dispositions du texte européen et ce afin de renforcer la surveillance sur le commerce des armes. La proposition du député et l'adoption de cette loi sont-elles conformes au droit de l'Union européenne et, si ce n'est pas le cas, quels sont les risques encourus ?

Question 4 (3 points)

Plus d'une année s'est écoulée et le texte de la directive n'a toujours pas été transposée au sein de l'ordre juridique national. Un particulier de nationalité italienne et résidant à Bucarest souhaite entrer sur le territoire hexagonal avec des armes légalement commercialisées en Roumanie en vue de les revendre en France. A l'occasion du franchissement de la frontière française, les autorités douanières du pays saisissent lesdites armes et infligent une amende à cette personne sur le fondement de dispositions de droit interne. Si la directive avait été transposée, les armes n'auraient pu être saisies et donc l'amende infligée.

Inquiet des conséquences juridiques de cette affaire, plusieurs députés à l'origine de la loi française ayant permis ces sanctions, sollicitent votre avis éclairé.

Question 5 (3 points)

Enfin, à l'occasion d'une rencontre franco-allemande entre des députés de l'Assemblée nationale et des députés du Bundestag, vous découvrez que votre réputation d'expert en questions européennes a franchi le Rhin. Un membre de la délégation allemande vous fait part d'un souci rencontré par son pays avec la Commission européenne. Cette dernière a initié un recours en manquement à cause d'une contradiction entre l'article 12a de la loi fondamentale allemande qui exclut en principe les femmes des emplois militaires impliquant l'utilisation d'une arme et les dispositions d'une directive relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail.

Il vous demande quel pourrait être selon vous la solution adoptée par la Cour de justice de l'Union européenne

CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR 2024

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ

Épreuve pratique portant sur le droit civil/droit pénal

(durée : 4 heures - coeff. : 3)

Nombre de pages : 2, page de garde incluse.

➤ SEULS LE CODE CIVIL ET LE CODE PÉNAL (DALLOZ OU LITEC)
SONT AUTORISÉS POUR CETTE ÉPREUVE
(MEGACODE NON AUTORISÉ) ◀

Question n° 1 (12 points) Judith, qui est née le 5 juillet 1985, et son mari Xavier, ont longtemps souhaité avoir un enfant. En dépit d'un important suivi médical et de traitements particuliers, ils n'ont hélas jamais pu voir leur souhait se réaliser.

En 2023, lors d'un reportage diffusé à la télévision, Judith a découvert qu'un médicament administré aux femmes enceintes dans les années 1980 pouvait être la cause de malformations et de difficultés à procréer pour les enfants qui, durant la grossesse, ont été exposés au médicament. Ce risque était d'ailleurs connu à l'époque de la production du médicament, plusieurs articles parus dans la presse scientifique ayant mis en lumière les dangers de la molécule pour les enfants exposés *in utero*.

Après quelques recherches, elle a appris que sa mère, Elisabeth, s'était vue prescrire par son médecin, en 1985, un tel médicament. L'ordonnance – conservée par la mère de Judith – se borne toutefois à indiquer le nom de la molécule et non pas le nom du médicament. Or, deux laboratoires distribuaient un produit similaire contenant la molécule litigieuse : la société Biomed et la société Pharma6.

Depuis lors, Judith s'interroge sur les chances de succès d'une action en responsabilité civile dirigée contre les sociétés Biomed et Pharma6. Au regard des règles relatives à la responsabilité civile, pensez-vous que Judith et, le cas échéant, Xavier, pourraient utilement agir à l'encontre de Biomed et de Pharma6 ?

Question n° 2 (8 points) Par ailleurs, compte tenu des difficultés qu'elle rencontre dans son couple, Judith envisage de quitter Xavier, qu'elle a épousé en 2010 sans contrat de mariage. Elle s'interroge cependant sur le sort de plusieurs biens acquis pendant le mariage.

Judith, qui exerce l'activité de chirurgien-dentiste et est installée à son compte depuis 2011, a acheté seule un appartement à Paris afin d'exercer son activité professionnelle. Elle a remboursé le prêt qui a servi à l'acquisition de cet appartement avec ses revenus professionnels. Le prêt est désormais définitivement remboursé.

En outre, elle a acquis avec Xavier une résidence secondaire en Normandie en 2012. L'acquisition a été financée, d'une part, à l'aide de fonds provenant d'une donation que Xavier a reçue de sa mère en 2011 et, d'autre part, avec un prêt remboursé grâce aux revenus professionnels de Xavier. Le prêt, lui aussi, est désormais entièrement remboursé.

Au regard des règles relatives aux régimes matrimoniaux, Judith vous consulte afin de l'éclairer sur la qualification de ces différents biens et sur l'existence éventuelle de récompenses. Elle vous précise, enfin, qu'elle souhaiterait si possible les conserver au terme de la liquidation du régime matrimonial.

Qu'en pensez-vous ?

CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR 2024

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ

Épreuve pratique portant sur le droit social / droit du travail

(durée : 4 heures - coeff. : 3)

**Nombre de pages : 2, page de
garde incluse.**

➤ L'USAGE DU CODE DU TRAVAIL ET DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
(DALLOZ OU LEXISNEXIS) EST AUTORISÉ POUR CETTE ÉPREUVE (MÉGACODES
NON AUTORISÉS) ◀

Cas n°1 : Accès aux droits d'une vieille dame âgée (8 points)

Vous êtes le responsable du centre communal d'action sociale de la commune de *Pétaouchnock*.

Vous vous trouvez face à une situation particulièrement atypique. Madame Z, qui a 89 ans et semble atteinte de troubles neurodégénératifs, a résidé toute sa vie avec sa sœur dans une ferme de la commune. Sa sœur vient de décéder dans l'incendie de la ferme.

Madame Z est actuellement prise en charge à l'hôpital. Pour autant, elle est inconnue de toutes les administrations sociales : elle n'était pas identifiée comme assurée sociale, ne se soignant pas et bénéficiant des soutiens financiers de sa sœur. Elle n'a apparemment travaillé que dans la ferme familiale, sans être déclarée.

Vous devez faire le point sur les allocations et aides sociales auxquelles elle peut prétendre auprès de la sécurité sociale et des autres collectivités publiques, pour faciliter sa prise en charge en établissement d'hébergement pour personne âgée dépendante (EHPAD).

Cas n°2 : Mise en place d'une épargne retraite en entreprise (4 points)

La société *Barco* souhaite proposer un produit complémentaire de retraites à tous ses salariés. Vous êtes chargé d'analyser les différentes options qui s'ouvrent à elle, en particulier à la suite de la loi Pacte du 22 mai 2019 qui a institué -en lieu et place des précédents dispositifs- le nouveau plan d'épargne retraite (PER) et ses variantes (PER individuels, PER d'entreprise collectifs et PER d'entreprises obligatoires).

Vous rappellerez les conditions dans lesquelles cette épargne supplémentaire s'insère dans le système de retraite et l'opportunité pour un employeur de la proposer à ses salariés.

Cas n°3 : Droits et couvertures pour des salariés faiblement rémunérés (8 points)

Vous conseillez une société américaine - la *DylanZimmermanInc* - qui cherche à s'implanter en France.

Si l'entreprise a pu recourir parfois à des travailleurs indépendants dans d'autres pays (*zero hour contract jobs* au Royaume Uni ou *mini jobs* en Allemagne), le contexte actuel, en France, la conduit à opter pour le recours à des salariés.

Son modèle économique repose donc sur l'embauche de nombreux salariés, pour des durées courtes et variables, sans recours à l'intérim, dans le respect des bornes fixées par le droit social.

Vous leur présenterez successivement les principales normes à respecter en matière de droit du travail (notamment en termes de durée du travail et de rémunération) ainsi que les prestations et couvertures offertes aux salariés en France, en particulier s'ils touchent des revenus modestes.

CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR 2024

ÉPREUVE D'ADMISSION

Épreuve écrite de droit parlementaire

(durée : 3 heures - coeff. : 3)

L'obstruction parlementaire en France

Nombre de page : 1.

➤ AUCUN DOCUMENT N'EST AUTORISÉ POUR CETTE ÉPREUVE ◀

ÉPREUVE OBLIGATOIRE DE LANGUE VIVANTE

Épreuve orale de langue vivante en anglais, allemand ou espagnol comportant la présentation et le commentaire d'un ou plusieurs textes écrits dans la langue choisie par le candidat. Cette présentation est suivie d'une conversation dans la langue (préparation : 1 heure - durée de l'épreuve : 30 minutes, dont 10 minutes pour la présentation et le commentaire - coeff. : 2).

EXEMPLES DE SUJETS

Anglais :

How disinformation works-and how to counter it
The Economist, May 4th 2024

Europe's grumpy farmers are a symptom of wider malaise
The Economist, February 3rd 2024

Allemand:

Olympische Spiele 2024: Wie Paris neue Standards setzen will
Von Olivia Gestenberger, 5. Januar 2024

Wie verändert künstliche Intelligenz die Gesellschaft?
deutschlandfunk, 30. April 2024

Espagnol:

El adelanto de las legislativas siembra et desorden en la política francesa
Marc Bassets, 13 Jun 2024

¿Populismo desde abajo y nihilismo desde arriba?
Christophe G

[economist.com](https://www.economist.com)

How disinformation works—and how to counter it

The Economist

From the May 4th 2024 edition

Did you know that the wildfires which ravaged Hawaii last summer were started by a secret “weather weapon” being tested by America’s armed forces, and that American NGOs were spreading dengue fever in Africa? That Olena Zelenska, Ukraine’s first lady, went on a \$1.1m shopping spree on Manhattan’s Fifth Avenue? Or that Narendra Modi, India’s prime minister, has been endorsed in a new song by Mahendra Kapoor, an Indian singer who died in 2008?

These stories are, of course, all bogus. They are examples of disinformation: falsehoods that are intended to deceive. Such tall tales are being spread around the world by increasingly sophisticated campaigns. Whizzy artificial-intelligence (AI) tools and intricate networks of social-media accounts are being used to make and share eerily convincing photos, video and audio, confusing fact with fiction. In a year when half the world is holding elections, this is fuelling fears that technology will make disinformation impossible to fight, fatally undermining democracy. How worried should you be?

Disinformation has existed for as long as there have been two sides to an argument. Rameses II did not win the battle of Kadesh in 1274bc. It was, at best, a draw; but you would never guess that from the monuments the pharaoh built in honour of his triumph. Julius Caesar’s account of the Gallic wars is as much political propaganda as historical narrative. The age of print was no better. During the English civil war of the 1640s, press controls collapsed, prompting much concern about “scurrilous and fictitious pamphlets”.

The internet has made the problem much worse. False information can be distributed at low cost on social media; AI also makes it cheap to produce. Much about disinformation is murky. But in a special Science & technology section, we trace the complex ways in which it is seeded and spread via networks of social-media accounts and websites. Russia’s campaign against Ms Zelenska, for instance, began as a video on YouTube, before passing through African fake-news websites and being boosted by other sites and social-media accounts. The result is a deceptive veneer of plausibility.

Spreader accounts build a following by posting about football or the British royal family, gaining trust before mixing in disinformation. Much of the research on disinformation tends to focus on a specific topic on a particular platform in a single language. But it turns out that most campaigns work in similar ways. The techniques used by Chinese disinformation operations to bad-mouth South Korean firms in the Middle East, for instance, look remarkably like those used in Russian-led efforts to spread untruths around Europe.

The goal of many operations is not necessarily to make you support one political party over another. Sometimes the aim is simply to pollute the public sphere, or sow distrust in media, governments, and the very idea that truth is knowable. Hence the Chinese fables about weather weapons in Hawaii, or Russia’s bid to conceal its role in shooting down a Malaysian airliner by promoting several competing narratives.

All this prompts concerns that technology, by making disinformation unbeatable, will threaten democracy itself. But there are ways to minimise and manage the problem.

[economist.com](https://www.economist.com)

Europe's grumpy farmers are a symptom of wider malaise

The Economist

[Europe](#) February 3rd 2024

Farmers are not the only ones resisting modernity

It took 120 ships laden with bearded Vikings to besiege Paris in the spring of 845 AD. They moved on only after being paid a tribute of 7,000 pounds of silver. In 1870 Prussians required two armies and batteries of cannons to blockade the city, which surrendered after locals grew tired of eating rats, cats, horses and whatever animals could safely be plucked from the zoo.

For “the siege of Paris”, 2024 version, the equipment of choice to throttle supply lines is branded John Deere, New Holland or Claas. Hundreds of tractors driven from across the hinterland have blocked eight motorways into the French capital since the start of the week, with few plans to move on. Farmers camped about 30km from the Champs-Élysées are keen to remind the *bourgeoisie* where the grub on their supermarket shelves comes from. The kangaroos and zebras in the city's zoos are thought to be safe for now. Politicians looking to avoid becoming electoral roadkill may yet need to dodge a few tractors.

Across Europe, a revolt of the peasants is brewing. From Belgium to Germany, the Netherlands, Poland, Romania and Spain, farmers are up in arms. A sector used to exorbitant privileges—roughly one-third of the EU's budget goes on subsidies to the common agricultural policy, after all—has felt them slip from its grasp. It is in many ways a familiar story, of a privileged caste sensing its status declining. For what is Europe if not an attempt to hold on to things as they once were in a changing world? Being wed to tradition and yet buffeted by modernising forces is the story of the continent writ large, as Europeans feeling the swoosh of China, India and others zooming past can attest. Farmers are not the only Europeans who would like the world to stop so that they can get off (and retire early).

Drop the sociological tosh, might come the answer from the fields. Life as a European farmer has become intolerable. The case was made to Charlemagne by a slew of *agriculteurs* who had descended on the EU institutions in Brussels, a time-honoured tradition often involving manure and egg-pelting devices. Perched atop tractors parked for the week, they explained that for every subsidy cheque comes a pile of forms to be filled out, a full-time job in itself. The green rules being spewed out by the EU machine have hit growers' pockets, whether demanding chunks of land be left fallow, dictating the size of chicken coops or how hedgerows should be tended. Having nagged farmers, politicians then sign trade deals that allow food to be imported from far-flung places with fewer environmental qualms. Energy and fertiliser costs, meanwhile, remain high (a stack of bills was proffered as evidence) as a result of the war in Ukraine, whose vast farms can now sell cheap grain and other foods in the EU without tariffs. Urbanite politicians whose main interaction with animals is eating them in fancy restaurants either fail to notice, or talk down to farmers while visiting the countryside just long enough to snatch a photo-op with a cow. Journalists, apparently, are no better.

The wave of revolt has at least gained the attention of the city-slickers. The public loves a profession that features in most family trees; farmers are nearly as popular as politicians are not. Concessions have thus come thick and fast. Planned increases on taxes levied on fuel used by farmers have been shelved in France and delayed in Germany. An EU trade deal with

South America has been thrown under the tractor after a mere two decades of talks. Concessions to Ukraine, which had particularly irked farmers in neighbouring countries such as Poland and Romania, are being rolled back, even as EU leaders this week discuss sending it €50bn (\$54bn) in aid to keep its economy afloat. Ditto those pesky rules about leaving fields fallow, at least for now.

Politicians worry because agrarian populism has shown its potential at the ballot box. Last March an upstart farmers' party in the Netherlands scooped first place in regional elections with 19% of the vote—in a country where just 2.5% of the workforce toils in agriculture. Hard-right politicians see an opportunity to harvest support ahead of European elections in June, spinning a tale of sneering elites and hard-working (white) rural folk. Even centrist pols talk about the need to moderate the demands of the Green Deal, through which Europe hopes to slash carbon emissions.

Animus farm

The decline of European farming typifies the continent's ever-dwindling relevance. Agriculture has been left in the dust by other sectors much as the broader European economy has been overtaken by its geopolitical rivals. The EU's share of global GDP has fallen by over a third since 1995; farming's heft in the EU economy is down by a similar amount. Growing food now accounts for just 1.4% of GDP, less than the warehousing services needed to zip Amazon packages around. Like Europe more broadly, a continent conspicuously devoid of tech giants, European farming has failed to adjust to modernity: the sector is still dominated by family operations that lack scale. Almost two-thirds of its farms are smaller than five hectares, which can be walked around in ten minutes or so. The profession is ageing: one-third of farm managers are over 65. In a world of TikTok and ChatGPT, no amount of subsidies can attract a 20-something to a career that involves getting up at dawn six days a week and literally shovelling bullshit.

A recent motto heard in Brussels is the need to build "a Europe that protects", whether from Russia, artificial intelligence, migrants or Donald Trump (pick your least favourite change agent). The continent tends to like the way things are, because they are how they used to be. Detractors think of Europe as an open-air museum, fit for tourists and pensioners; fans of the model like its 35-hour workweeks and August off. The pain felt by farmers is real. The feeling of being left behind by forces beyond your control is an uncomfortable one. Those protesting atop their tractors are merely the tip of the pitchfork. ■

Olympische Spiele 2024: Wie Paris neue Standards setzen will

Die Olympia-Gastgeber wollen 2024 die nachhaltigsten Spiele der Historie veranstalten mit mehr Klimaschutz und einem geringeren CO₂-Abdruck. Sicherheitsmaßnahmen und Infrastrukturprojekte sorgen vorab für Kritik.

"Die Erwartungen für Paris sind groß - in jeder Hinsicht", so hat es IOC-Präsident Thomas Bach formuliert. Die Olympischen Sommerspiele 2024 sollen nachhaltig und inklusiv sein und für Geschlechtergerechtigkeit stehen.

Zudem soll die Ausrichterstadt nicht nur als Kulisse fungieren, sondern integraler Teil der Spiele werden. Die Eröffnungsfeier findet beispielsweise nicht im Olympiastadion statt, sondern per Bootsparade auf der Seine vor einer gewaltigen Kulisse von mehr als 400.000 Menschen.

Was hat sich Paris beim Thema Nachhaltigkeit vorgenommen?

Die Organisatoren der Olympischen Spiele 2024 in Paris planen, den CO₂-Ausstoß im Vergleich zu früheren Veranstaltungen massiv zu verringern. Geht es nach ihren Vorstellungen so sollen etwa 1,58 Millionen Tonnen CO₂ ausgestoßen werden. Im Vergleich zu London im Jahr 2012 (3,4 Millionen) und Rio de Janeiro 2016 (3,6 Millionen) ein anspruchsvolles Ziel.

Paris: große Pläne für grüne olympische Spiele 2024

Diese Verbesserung der Klimabilanz soll auch durch kurze Wege erreicht werden: Der Großteil der Athleten soll die Sportstätten, die in einem Radius von nur zehn Kilometern liegen, innerhalb von nur dreißig Minuten erreichen können. Neubauten gibt es fast gar nicht, denn 95 Prozent der Austragungsorte sind bereits vorhanden. Im Prinzenparkstadion, wo normalerweise Frankreichs Serien-Fußballmeister Paris St. Germain spielt, findet beispielsweise ein Teil der Fußballspiele statt, im Stade Roland Garros (French Open) die Tennismatches, im Stade de France Rugby und Leichtathletik.

Außerdem setzt Paris auf umweltfreundliche Maßnahmen wie erneuerbare Energie, nachhaltiges Catering und Recycling. Emissionen, die nicht reduziert oder verhindert werden können, sollen durch umweltfreundliche Projekte wie Aufforstung kompensiert werden.

Wie sehen die Maßnahmen zum Klimaschutz konkret aus?

Ein wichtiger Schritt ist die aufwändige Reinigung der Seine, wo Freiwasserschwimmen und Triathlon stattfinden. Nach den Olympischen Spielen sollen dann auch Touristen und Einheimische in der Seine schwimmen können.

Die Energie für die Spiele kommt größtenteils aus erneuerbaren Quellen wie Wind und Sonne. Die Anreise zu den Austragungsorten soll durch die Förderung von umweltfreundlichen Verkehrsmitteln wie U-Bahn und Fahrrädern erleichtert werden. Es gibt bewusst keine neuen Parkplätze rund um die Sportstätten.

Das Olympische Dorf hat Gehwege aus Muschelschalen: Wasser versickert und verdunstet bei Hitze – es ist also ein natürliches Kühlsystem.

Bei der Verpflegung von Athleten, Offiziellen, Freiwilligen und Zuschauern während der Spiele wird auf eine nachhaltige, fleischarme Kost mit lokalen und saisonalen Produkten gesetzt, um Abfall und Lebensmittelverschwendung zu minimieren. Die Menge an Einwegplastik soll durch wiederverwendbare Trinkflaschen und den Bau von Trinkbrunnen halbiert werden.

Beim Bau des Olympischen Dorfes im Département Seine-Saint-Denis wurde 47 Prozent weniger CO₂ verursacht als bei herkömmlichen Verfahren und zudem auf den Einsatz von Klimaanlage verzichtet.

Schon ein Jahr vor Beginn der Spiele hat Paris außerdem damit begonnen, in der Stadt Parkplätze abzuschaffen und den dadurch gewonnenen Raum in grüne Flächen zu verwandeln. Viele neue Rad- und Metrowege sowie Antigeräuschmauern sind gebaut und Gebäude klimafreundlich renoviert worden. Außerdem wird die Stadt Paris neue Tempolimits auf der Stadtautobahn einführen und Reisebusse aus dem Zentrum verbannen.

Wie verändert künstliche Intelligenz die Gesellschaft?

Der Aufstieg von KI-Systemen wie ChatGPT könnte Millionen Menschen den Arbeitsplatz kosten, die Grenzen zwischen Wahrheit und Lüge verwischen und soziale Ungleichheiten verschärfen, warnen Fachleute. Zurecht?

Künstliche Intelligenz ist hier. Einst die Domäne von Science-Fiction-Romanen, ist KI-Technologie ein unverzichtbarer Bestandteil unseres Lebens geworden - sei es in Form von Empfehlungs-Algorithmen oder Chatbots wie ChatGPT. In den nächsten Jahren wird dieser Einfluss weiter wachsen, darüber sind sich Experten sicher.

"Es ist schwer zu sagen, worauf KI *keinen* Einfluss haben wird", sagt Judith Simon, Professorin für Ethik in der Informationstechnologie an der Universität Hamburg, der DW.

Was bedeutet es für unsere Gesellschaften, wenn immer mehr Aufgaben, für die bisher menschliche Intelligenz nötig war, an Maschinen delegiert werden?

Arbeit: Die Automatisierung von 'Wissensarbeit'

Die wohl unmittelbarsten Auswirkungen werden Viele am Arbeitsplatz spüren. Bis zu 300 Millionen Jobs weltweit könnten durch KI automatisiert werden, schätzt die Investmentbank Goldman Sachs in einer neuen Untersuchung - ein Großteil davon in Industrienationen.

Das klingt anders als bisher. Jahrelang gingen die meisten Experten davon aus, dass durch KI vor allem die Jobs von Geringqualifizierten automatisiert würden. "Wissensarbeit" – also Arbeit, die viel menschliche Kreativität oder Wissen erfordert und bei der neues Wissen oder kreativer Output produziert werden - galt dagegen als relativ immun.

Sie lagen falsch: Neue sogenannte "generative" KI-Systeme wie ChatGPT, LaMDA oder Midjourney produzieren mittlerweile zunehmend überzeugend Texte, Bilder oder Computercode. Und erste Auswirkungen werden sichtbar. Manche Anwaltskanzlei nutzt schon KI, um juristische Recherchen durchzuführen oder Vertragsentwürfe aufzusetzen. Medienunternehmen planen, simple journalistische Aufgaben an Computer zu delegieren. Filmproduktionsfirmen und Werbeagenturen beginnen mit KI-generierten Soundtracks zu arbeiten.

Die meisten Veränderungen stehen allerdings noch aus. "Kein Beruf ist wirklich sicher", sagt Philosophin Simon. Wann immer ein Job replizierbare Elemente enthält, zumindest in Teilen, würden Maschinen diese irgendwann nachahmen können - oft in einem Bruchteil der Zeit, die Menschen dafür brauchen.

Und was machen wir mit dieser neuen Effizienz? Eine Möglichkeit wäre, die allgemeine Arbeitszeit zu reduzieren und damit die Lebensqualität von Arbeitenden zu verbessern. Aber Simon ist skeptisch: "Neue Technologie wurde schon immer mit dem Versprechen angepriesen, die Arbeitslast zu verringern - passiert ist das nie."

Geistiges Eigentum: Wem gehören KI-Schöpfungen?

Gleichzeitig zwingt der Aufstieg "generativer KI" Gesellschaften auch dazu, ihre bestehenden Regeln für geistiges Eigentum zu überdenken und möglicherweise neu zu schreiben.

Aufgabe solcher Eigentumsrechte ist es, Werke wie Texte, Bilder oder Designs zu schützen und sicherzustellen, dass ihre Schöpfer entlohnt werden, sollten andere sie nutzen. Aber was, wenn KI-Systeme einen Artikel, ein Lied oder ein Logo erschaffen? Wer besitzt das Urheberrecht? Die Programmierer? Die KI-Systeme selbst? Niemand? Und was ist mit denen, deren Arbeit verwendet wurde, um die Systeme zu trainieren?

"Das sind wirklich knifflige Fragen", sagt Teemu Roos, Professor für Informatik an der Universität von Helsinki, der DW. Denn auch wenn es so scheinen mag, KI-Systeme wie ChatGPT erschaffen keine Werke aus dem Nichts. Stattdessen analysieren sie erst riesige Mengen von Texten, Musik, Fotos, Gemälden oder Videos, die sie im Internet finden – Werke von denselben Kreativen, die KI zu verdrängen droht.

Dagegen regt sich nun Widerstand: Die Fotoagentur Getty Images beispielsweise hat das KI-Unternehmen Stability AI verklagt, das seinen Bildgenerator mit über 12 Millionen Getty Images-Fotos trainiert haben soll.

[FRANCIA](#)

El adelanto de las legislativas siembra el desorden en la política francesa

Las izquierdas logran pactar un programa común con candidatos únicos mientras la derecha implosiona y los macronistas afrontan su hora de la verdad

Eric Ciotti, que rechaza dejar la presidencia de Los Republicanos tras destituirle la dirección, se asoma a una ventana de la sede en París, el 13 de junio.

[MARC BASSETS](#)

París - [13 JUN 2024 - 18:20CEST](#)

[El adelanto de las elecciones legislativas](#) ha puesto la política francesa patas arriba. La decisión, que el presidente Emmanuel Macron anunció por sorpresa el domingo tras sufrir una derrota humillante en las europeas, está dinamitando a la derecha y abre un enorme interrogante sobre el futuro del macronismo. Las izquierdas, que el jueves por la noche alcanzaron un acuerdo para un programa común y candidaturas únicas, mantienen el tipo.

Si el objetivo de Macron era apretar el acelerador y culminar la remodelación del paisaje político que inició el 2017 al jibarizar a los socialistas y la derecha moderada, el éxito es parcial. La derecha sale tocada de esta semana; la izquierda, en cambio, resiste. Las elecciones son el 30 y el 7 de julio.

Se están viendo estos días escenas que jamás nadie habría imaginado. Dos ejemplos. Un presidente, Macron, adelantando elecciones y arriesgándose así a que su propio partido quede fuera del Gobierno y tomen el poder los rivales a los que prometió debilitar a lo largo de su mandato. Inquietud entre los suyos, y la sensación de que el líder les empuja al abismo, o a quedarse sin escaño.

Más escenas, propias de vodevil. El jefe de un partido histórico, que ha dado presidentes de la República como Jacques Chirac y Nicolas Sarkozy, acuartelado en su despacho y en rebeldía. [Sus lugartenientes lo han destituido por querer pactar con la extrema derecha](#). Eric Ciotti, presidente (o ya no) de Los Republicanos (LR), se asoma a la ventana y asegura a los periodistas desde ahí: “Estoy trabajando”.

Hay en Francia tres bloques ideológicos: una izquierda dominada por los euroescépticos y soberanistas de Jean-Luc Mélenchon; el centro amplio de Macron, y una derecha ultranacionalista, la del Reagrupamiento Nacional (RN) de Marine Le Pen. La disolución parlamentaria y los breves plazos para presentar candidaturas obligan a los tres bloques a hacer en menos de una semana un trabajo programático y de alianzas que suele requerir meses, si no años.

[El único partido que se siente fuerte de verdad](#) es el RN de Le Pen, triunfante el domingo y al que los sondeos sitúan en primera posición en las legislativas. Es el único partido que atrae a personalidades de los otros. Ciotti es una. Otra es Marion Maréchal, la sobrina de Le Pen. Encabezó la lista europea de Reconquista, el partido del tertuliano ultra Éric Zemmour. Ahora Maréchal ha declarado apoyar al RN en las legislativas, junto a otros cuatro eurodiputados electos de Reconquista. “Es el récord del mundo de la traición”, se ha indignado Zemmour.

¿Populismo desde abajo y nihilismo desde arriba?

La estrategia de Emmanuel Macron de dejar a la extrema derecha las cuestiones que dan votos a Reagrupamiento Nacional ha ido demasiado lejos

NICOLÁS AZNÁREZ

CHRISTOPHE GUILLUY

13 JUN 2024 - 05:00CEST

El domingo, 9 de junio, la lista de Reagrupamiento Nacional (RN) ganó las elecciones europeas en Francia por un amplio margen. Este resultado confirma la cristalización de las fracturas geográficas, sociales y culturales. Pero yo creo que, más que de “fracturas”, ya hay que hablar de un verdadero cisma, un cisma cultural entre las clases medias y trabajadoras y “el mundo de arriba”, el de las clases integradas o altas. Como reacción ante ese cisma, [Emmanuel Macron acaba de decidir la disolución de la Asamblea](#). Su estrategia es sencilla y pretende [aprovechar la extrema polarización del debate](#): socialdemocracia o fascismo. Ahora bien, jugar con la extrema derecha es una apuesta arriesgada.

Hace justo 40 años, a un aprendiz de brujo llamado [François Mitterrand](#) se le ocurrió sacar a la extrema derecha de la caja en la que estaba para estorbar a sus rivales. El 12 de febrero de 1984 (un año orwelliano), Jean-Marie Le Pen, presidente de un grupúsculo de ultraderecha que no representaba más que al 0,74% del electorado, participó en el programa político más visto de la época. Fue la primera vez que desarrolló sus tesis en horario de máxima audiencia, ante millones de telespectadores. Cuatro meses más tarde, [el Frente Nacional hizo su irrupción nacional, con el 10,95% de los votos en las elecciones europeas](#). Mitterrand acababa de inventar la máquina de matar a la derecha.

Varias décadas después, otro aprendiz de brujo tuvo una idea todavía más radical: eliminar a la competencia a izquierda y derecha enfrentándose en solitario a la extrema derecha. La estrategia tuvo éxito y, [en 2017, Emmanuel Macron se impuso holgadamente a Marine Le Pen con el 66% de los votos](#). Cinco años después, en 2022, repitió: perfiló su campaña, ignoró a los rivales de derecha e izquierda y se centró en la candidata de RN. Como era de esperar, [la que se preveía como perdedora cayó derrotada, pero la diferencia se redujo de forma considerable](#). Con el 42% de los sufragios y 13 millones de votantes, la candidata de extrema derecha obtuvo un resultado impresionante. Otros 13 millones de personas se abstuvieron y dos millones optaron por votar en blanco. En definitiva, 28 millones de franceses, es decir, el 58% del electorado, consideraron que la extrema derecha ya no era un peligro. Esta es la posibilidad de mayoría en la que se basa actualmente la dinámica de RN. Y, al tiempo que [ha obtenido un resultado histórico para el partido en las elecciones europeas](#), las encuestas también consideran posible una victoria de Marine Le Pen en las presidenciales de 2027. Con la solidez de su base popular asegurada, RN está conectando ahora con grupos de población que antes no estaban a su alcance, como los altos cargos y, sobre todo, una novedad: nada menos que los jubilados. En este grupo de edad, base del electorado macronista, es en el que se va a disputar verdaderamente la elección para la presidencia. Así que, en contra de lo que pensaba Emmanuel Macron, y François Mitterrand antes que él, la extrema derecha ha dejado de repeler como antes. La criatura se le ha escapado al sistema. RN está en condiciones de obtener una mayoría de votos. ¿Cómo hemos llegado hasta aquí?

Para empezar, hay que señalar que este empuje populista no debe absolutamente nada al “talento” de los dirigentes de RN (ni al activismo de sus miembros, que es casi inexistente). Los populistas contemporáneos [no son demiurgos, sino profesionales de la mercadotecnia](#). Su fuerza no consiste en convencer a las masas ni mucho menos en guiarlas, sino, por el contrario, en adaptarse y dejarse llevar por un movimiento existencial. Ese movimiento, autónomo e impulsado por el poderoso sentimiento

de desposesión social y cultural de las clases medias y trabajadoras, es imparable. Puede adoptar la forma de una protesta social (gorros frigos, chalecos amarillos, campesinos), pero no se puede programar ni manipular. Es un movimiento que nunca ha dejado de reactivarse y rearmarse, cada vez que hay una reforma, un referéndum o, en este caso, unas elecciones europeas; ¿y ahora en las elecciones legislativas?

Desde hace décadas, los populistas se han limitado a seguir la corriente, dejarse llevar por los vientos de ese movimiento social y adaptarse en cada instante a las demandas sociales y culturales de la mayoría. A su éxito ha contribuido el hecho de que los demás partidos, preso cada uno de su electorado, su ideología y sus estrategias, no han comprendido los motivos de fondo de ese descontento.

En este contexto, la estrategia de Emmanuel Macron de renunciar y dejar a la extrema derecha los temas que dan votos a Reagrupamiento Nacional ha ido demasiado lejos. Al negarse a tomar en serio diversas cuestiones que están entre las que más preocupan a los franceses, como la inseguridad (física y cultural), los flujos migratorios, la defensa del Estado del bienestar y el soberanismo, Macron empuja inexorablemente a muchos de ellos en brazos de RN.

Esta extremaderechización de la realidad contribuye a encerrar a los poderosos en sus ciudadelas (las metrópolis) y en una base electoral que ya no está formada más que por los jubilados y las clases altas. El confinamiento geográfico y cultural ha creado una fractura antropológica radical entre los habitantes de las grandes ciudades y las clases trabajadoras y medias que viven en la Francia periférica. Y es en esa Francia de las ciudades pequeñas y medianas y de las zonas rurales donde cada vez es más precaria una “clase media” sujeta desde hace 30 años al mayor plan social de la historia y donde está el caldo de cultivo electoral de los populistas.

Esta división contribuye de manera fundamental al voto de Reagrupamiento Nacional. En Francia, como en toda Europa, el populismo se nutre de la formación de burbujas geográficas y culturales que no se hablan entre sí y que están debilitando la democracia en todos los países occidentales porque radicalizan el debate público sobre la cuestión de los límites.

Las nuevas clases urbanas, sin ningún interés por el bien común y seguidoras del modelo neoliberal, son la encarnación de una burguesía egoísta que ensalza el individualismo y la cultura del “sin restricciones”. Grandes beneficiarias de un modelo neoliberal que ha pulverizado toda noción de control, creen que todo es posible, que lo que es bueno para ellas es bueno para la humanidad y, en ese sentido, que la idea de unos límites comunes es un impedimento, un retroceso para su libertad individual.

Las clases trabajadoras, por el contrario, apartadas de esa burbuja cultural y geográfica y debilitadas por el modelo económico y cultural, exigen cierta regulación. Quieren unas barreras que impidan ampliar el espacio del mercado y del individualismo. Y esta exigencia cada vez más frecuente de límites culturales, sociales y económicos por parte de los más humildes es, en toda Europa, el combustible de los partidos populistas.

INTERROGATION ORALE

L'interrogation orale (*durée totale : 40 minutes - coeff. : 6*) comprend :

- un exposé à partir d'un sujet choisi par le candidat parmi deux sujets tirés au sort. Outre les qualités de synthèse et la clarté de l'expression, le jury apprécie les capacités du candidat à construire une argumentation pertinente et à soutenir son opinion. Cet exposé est suivi de questions portant sur le sujet (*préparation : 1 heure - durée de l'exposé : 10 minutes maximum - durée des questions : 5 minutes maximum - coeff. : 3*),

- un entretien permettant au jury d'apprécier la personnalité, la motivation et l'adaptation au poste du candidat, le jury ayant à sa disposition une fiche de renseignements remplie par le candidat (*durée : 25 minutes - coeff. : 3*). Les fiches non remises au service des Ressources humaines à la date figurant dans la convocation des candidats aux épreuves d'admission ne seront pas communiquées aux membres du jury.

Il est précisé que l'entretien libre avec le jury succède immédiatement à l'exposé, sans aucune interruption.

EXEMPLES DE SUJETS CHOISIS PAR LES CANDIDATS

- Faut-il vendre la Joconde?
- Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.
- Les " superprofits "
- La France et l'OTAN
- La prison
- Le classement des personnalités préférées des français
- Que faire pour rompre le plafond de verre?
- A-t-on besoin de déontologues?
- Le quoi qu'il en coûte
- La chanson française est-elle un art majeur?

ÉPREUVE FACULTATIVE DE LANGUE VIVANTE

Cette épreuve consiste en la traduction en français, sans dictionnaire, d'un texte écrit dans une des langues étrangères figurant dans la liste suivante (à l'exclusion de la langue retenue pour l'épreuve obligatoire) : anglais, allemand, espagnol ou italien. Cette traduction est suivie d'une conversation dans la langue choisie (*durée : 30 minutes – coeff. : 1 ; seuls les points au-dessus de la moyenne sont retenus*).

EXEMPLES DE SUJETS

Anglais :

Sanctions are not the way to fight Vladimir Putin
The Economist, February 24th 2024

America is concerned about social media.China is,too
The Economist, March 23rd 2024

Allemand :

20 Jahre Facebook-zwischen Erfolg und Kritik
Deutsche Welle, 9 Februar 2024

Weniger arbeiten liegt im Trend
Deutsche Welle, 2 Januar 2024

Espagnol :

Milei rebasa los limites
El País / 20 May 2024

De la abaya al uniforme escolar
El País / 4 oct 2023

Italien :

Democrazia, non basta la parola
Mauro Magatti, Corriere della Sera, 31 Marzo 2024

Più carcere non significa più sicurezza
Edemondo Bruti Liberati, Corriere della Sera, 4 Maggio 2024

[economist.com](https://www.economist.com)

Sanctions are not the way to fight Vladimir Putin

The Economist

Leaders February 24th 2024

There is no substitute for military aid to Ukraine

As RUSSIA'S war against Ukraine enters a third year, lawmakers in Washington are arguing over whether to continue sending military aid. America has fewer doubts about its financial campaign against Vladimir Putin. Having targeted Russian entities, it is threatening "secondary sanctions" on their foreign abettors. In December the White House said it would put the dollar system out of bounds for any bank helping Russia gain access to sensitive goods. After the prison-murder of Alexei Navalny, Russia's main opposition leader, it was due to announce fresh sanctions on February 23rd. Two days earlier the European Union agreed on its 13th round of sanctions against Russia, which also target Chinese firms found to be helping Mr Putin's war effort. The trouble is, sanctions are not working well.

Since February 2022 America, Europe and their allies have together deployed sanctions against more than 16,500 Russian targets, according to a tracker maintained by Castellum.ai, a compliance firm. They have sought variously to curb Russian oil revenues, ban the export of sensitive goods to the country, freeze the central bank's reserves and cut some Russian banks off from the global financial system. The idea was to use the West's clout over the global trading and finance to stop Mr Putin obtaining the technology and hard currency he needs to wage war. The array of sanctions aimed at one of the world's largest economies was hailed as unprecedented; *The Economist* suggested that the ensuing shock could lead to a cash crunch or even a coup.

The reality has proved drastically different. Russia's economy has been more resilient, and the sanctions effort much leakier, than was hoped.

America [economist.com](https://www.economist.com)

America is concerned about social media. China is, too

The Economist

China March 23rd 2024

Most Chinese get their news from such platforms. The Communist Party is paying attention

THERE SEEMS to be no end to official anxiety over social media in America. The idea that TikTok, a popular Chinese app, might be used as a tool of Communist Party propaganda has terrified politicians. On March 13th the House of Representatives passed a bill that would force the platform's Chinese owner, ByteDance, to sell the app or else face a ban in America. Five days later the Supreme Court heard a case over the Biden administration's requests that social-media companies remove posts containing misinformation. Both stories speak to the power of these firms, which play an enormous role in disseminating news and guiding opinions.

That is no less true of social media in China. The party long ago banned American-owned sites such as Facebook, X and YouTube. But China's own versions have filled the gap. Like their American counterparts, they have evolved into broad media platforms. A survey in 2022 found that 46% of Chinese get their news from short-video apps such as Douyin, the domestic form of TikTok which has about 740m active monthly users (China's population is 1.4bn). Another third or so catch up while perusing platforms like Weibo, an X-like site owned by a company called Sina. Many also look to WeChat, a messaging app from Tencent which has 1.3bn users.

Given the party's tight control of information and deep suspicion of private enterprise, this looks from the outside like a remarkable state of affairs. The party, though, has harnessed social media to deliver its message. The platforms are scrubbed of subversive content. Still, officials in Beijing worry about them as much as politicians in Washington do.

20 Jahre Facebook – zwischen Erfolg und Kritik

Vor 20 Jahren begann der Aufstieg der sozialen Medien: Facebook ging ans Netz. Heute sind dort Milliarden Nutzende aktiv. Doch welchen Einfluss hat das Netzwerk auf die Gesellschaft? Die Liste der Vorwürfe ist lang.

Urlaubsfotos teilen, Freundschaften pflegen, neue Leute kennenlernen – mit Facebook konnten vor 20 Jahren plötzlich alle mit allen kommunizieren. Man hoffte auf mehr Freiheit, Teilhabe und Demokratie. Heute ist rund ein Drittel der Erdbevölkerung auf dem größten sozialen Netzwerk der Welt aktiv. Doch immer wieder gibt es Kritik.

Denn die Nutzenden bezahlen das scheinbar kostenlose Angebot mit ihren Daten und ihrer Aufmerksamkeit. Für beides geben Werbetreibende viel Geld aus. Mit jedem Like sammelt Facebook persönliche Daten zu den Interessen der Nutzenden und kann so genau die Inhalte anzeigen, die sie möglichst lange auf der Plattform halten – wodurch viele die Kontrolle über ihren Internetkonsum verlieren. Facebook steht daher unter Verdacht, eine Gefahr für die psychische Gesundheit Minderjähriger zu sein. Der Psychologe Gerd Gigerenzer nennt in diesem Zusammenhang die Zunahme von fehlendem Selbstwertgefühl und Depressionen bis hin zu Selbstmordgedanken.

Die Auswahl der gezeigten Inhalte kann außerdem dazu führen, dass Nutzende immer extremere Meinungen entwickeln – was zur Polarisierung der Gesellschaft, zur Verrohung der Sprache und zur Verbreitung von Verschwörungstheorien beiträgt. Die Folgen reichen bis in die Politik. So gibt es den Vorwurf, dass Russland 2016 mithilfe von Facebook Einfluss auf die US-Wahl genommen hat. Und auch bei Donald Trumps Erzählung von den „gestohlenen Wahlen“ 2020 spielte Facebook eine Rolle.

Was bedeutet das für die Zukunft? Über die Hälfte der Weltbevölkerung lebt in Ländern, in denen 2024 Wahlen stattfinden. Ein amerikanischer Informatiker warnt unter anderem vor Deepfakes durch künstliche Intelligenz. Positiv sieht er, dass sich viele Menschen der Manipulation langsam bewusst werden. Doch: „Ob deren Zahl ausreicht, um einen Unterschied zu machen“, weiß er nicht.

Quelle: Deutsche Welle, 9. Februar 2024

Weniger arbeiten liegt im Trend

In Teilzeit arbeiten, um Zeit für andere Dinge im Leben zu haben: Was sich viele Beschäftigte wünschen, kann zum Problem für die Wirtschaft werden. Es fehlen Fachkräfte. Dieser Interessenkonflikt ist schwer zu lösen.

Martin Stolze arbeitet in Teilzeit. So hat der 47-jährige Lehrer mehr Zeit für seine Eltern. Wie er denken viele Arbeitskräfte in Deutschland, den Niederlanden und Österreich: Rund ein Drittel arbeitet in Teilzeit – in den USA ist es nicht einmal ein Zehntel. Ein Großteil sind Frauen, die häufig noch immer die Kindererziehung und die Pflege von Angehörigen übernehmen. In den Niederlanden sind „1,5 Einkommen“ zur Regel geworden: Pro Haushalt arbeitet oft eine Person in Vollzeit, die andere in Teilzeit. Und auch immer mehr Singles bevorzugen Teilzeitbeschäftigungen.

So kommt es, dass trotz hoher Beschäftigungsraten nicht mehr gearbeitet wird. 2022 arbeiteten die Menschen in Deutschland 1350 Stunden im Jahr. Das ist weniger als in jedem anderen OECD-Land. Für die Wirtschaft kann das zum Problem werden: Schon jetzt fehlen in bestimmten Bereichen viele Fachkräfte, zum Beispiel in der Kinderbetreuung. Noch deutlicher wird der Mangel an Arbeitskräften spürbar sein, wenn die „Baby-Boomer“ in Rente gehen – eine große Zahl erfahrener Arbeitskräfte.

Arbeitgeber und Regierungen versuchen daher, Beschäftigte dazu zu bringen, mehr Stunden zu arbeiten. In Österreich wird die Einkommenssteuer nicht, wie geplant, gesenkt, um Teilzeitarbeit nicht noch attraktiver zu machen. In Deutschland sollen unter anderem Unternehmen ihre Homeoffice-Angebote ausweiten und Überstunden attraktiver gemacht werden.

Die Frage ist, ob diese Strategien überzeugen können. Martin Stolze meint, „arbeiten, um zu leben, und nicht leben, um zu arbeiten“ ist das Motto der Zeit. Er selbst möchte gerade genug arbeiten, um davon leben zu können, und sich sonst Dingen widmen, die ihm wirklich wichtig sind. Und auch bei seinen Kolleginnen und Kollegen beobachtet er „sehr, sehr gute Gründe“ für den Wunsch nach Teilzeit.

Quelle: Deutsche Welle, 2. Januar 2024

De la abaya al uniforme escolar

La decisión de prohibir en los colegios franceses prendas por su carácter presuntamente religioso puede generar un efecto contrario al que persigue

OLIVIA MUÑOZ-ROJAS

04 OCT 2023 - 05:00CEST (El País)

La vuelta al colegio en Francia estuvo marcada este año por la decisión de prohibir en las aulas el uso de la abaya —el vestido o bata larga de origen árabe y norteafricano— y el *qamis* —la camisa larga que usan tradicionalmente los varones en África, Oriente Próximo y otras regiones de Asia— y cualquier indumentaria parecida por su carácter presuntamente religioso y, concretamente, islámico. [La decisión generó la controversia esperada](#) y hay quien piensa que el Gobierno francés logró su propósito: poner el foco en un asunto *menor*, de potencial carga simbólica fuerte, y desviar la atención de cuestiones más incómodas como la falta de profesores, la disparidad social y territorial entre establecimientos educativos o el abandono escolar. Los críticos cuestionaron que se caracterizaran como religiosas unas prendas que las propias autoridades religiosas musulmanas no reconocen como tales, a diferencia del hiyab o pañuelo islámico, por ejemplo. También que el énfasis se coloque en la *intención* del portador de mostrar su pertenencia religiosa, pues, ¿es posible demostrar esta intención? O que, en la práctica, termine siendo el origen étnico del portador lo que determine el carácter religioso o no de la prenda.

Personalmente, el debate en torno a la abaya me ha hecho recordar algo que quizá puede parecer obvio, pero que olvidamos con frecuencia: que lo que son prendas cotidianas en un entorno cultural no lo son en otros, donde, además, la frontera entre religión y cultura no siempre existe del mismo modo. Siempre escuchamos que, “cuando estés en Roma, haz como los romanos”, y, sin embargo, cuando se trata de la ropa (y de los alimentos), qué difícil resulta renunciar a nuestros hábitos.

Milei rebasa los límites

Las diferencias políticas del presidente argentino con el Gobierno no justifican que abra una grave crisis diplomática. Milei, durante su intervención este domingo en el acto de Vox en Madrid.

ANA BELTRAN

EL PAÍS

20 MAY 2024 - 05:00CEST

El mitin internacional celebrado este domingo en Madrid por la ultraderecha culminó con una crisis diplomática entre España y Argentina. El ministro de Exteriores, José Manuel Albares, [ha llamado a consultas a la embajadora en Buenos Aires](#), y ha exigido al presidente argentino, Javier Milei, “disculpas públicas”. En el encuentro organizado por Vox, Milei [lanzó un ataque personal contra el presidente español, Pedro Sánchez, y calificó de “corrupta”](#) a su esposa, Begoña Gómez. Incluso un político provocador como él fue consciente de que insultar a un jefe de Gobierno extranjero en su propia casa sobrepasa todos los límites, por eso dijo que, a quienes le reprochan que hable así, les contesta que dar [“la batalla cultural” a la izquierda](#) es “un compromiso ineludible”. Y para el que, por lo visto, vale todo.

Milei llevaba dos días en Madrid en una visita para la que [no había pedido verse con Sánchez ni con el Rey](#), algo insólito tratándose de la primera vez que pisaba España desde que se instaló en la Casa Rosada. Aun así, como recordó Albares, España puso a su disposición las facilidades de seguridad y uso de infraestructuras —como aterrizar en la base de Torrejón— habituales para atender a un mandatario extranjero. La sorpresa por el ataque directo al presidente del Gobierno español y a su familia era total.

La gravedad de esta actuación del mandatario argentino no tiene comparación posible —por los protagonistas y por el escenario— con el encontronazo anterior entre los dos gobiernos, cuando [el ministro de Transportes español, Óscar Puente, en una intervención muy desafortunada](#), insinuó que Milei consume estupefacientes: Puente se declaró arrepentido, aunque fuera con tibieza, y ambas partes dieron por zanjado el incidente.

DEMOCRAZIA, NON BASTA LA PAROLA

di Mauro Magatti

Domenica 31 marzo 2024

Corriere della Sera

La democrazia nel mondo vive una stagione di grande incertezza.

Secondo il Democracy Index curato dall'*Economist*, quasi la metà della popolazione mondiale vive in un regime che si dichiara democratico (45,4%), ma solo il 7,8% risiede in una «democrazia piena». Mentre ben più di un terzo della popolazione mondiale vive in un regime autoritario (39,4%).

Nel 2023, solo 32 Paesi hanno migliorato il loro punteggio, mentre 68 hanno registrato un arretramento. I restanti 67 Paesi hanno confermato la situazione dell'anno precedente. Un quadro non entusiasmante.

Questi dati suggeriscono due considerazioni importanti.

Il primo luogo, «democrazia» è sempre più un concetto ombrello usato — non sempre a proposito — in situazioni molto diverse tra loro. Elementi caratteristici della forma democratica — il caso più eclatante sono le elezioni — si danno secondo modalità che sono solo in apparenza democratiche. Come ha mostrato il recente plebiscito a sostegno di un regime palesemente non democratico come quello di Putin. Ma al di là di questi casi eclatanti, il Democracy Index mette in evidenza la zona

grigia dei cosiddetti «Paesi ibridi»: quelli cioè che, pur possedendo alcuni elementi caratteristici dei regimi democratici, sono ben lontani dal soddisfare i parametri fondamentali. La stessa Italia — che troviamo al trentaquattresimo posto — rimane al di sotto del livello necessario per ottenere promozione piena.

Il punto è che la democrazia è un sistema delicato e complesso, fatto di equilibri istituzionali tra i diversi poteri, di forme istituzionali ma anche di elementi culturali che devono essere continuamente rinnovati e curati.

La seconda considerazione riguarda le speranze, coltivate dopo la fine del colonialismo e la caduta del muro di Berlino, sulla capacità della democrazia di diventare il modello politico di riferimento del mondo intero. In effetti, un'espansione c'è stata.

Ci sono ragioni culturali profonde che spiegano queste difficoltà.

PIÙ CARCERE NON SIGNIFICA PIÙ SICUREZZA

di Edmondo Bruti Liberati

Sabato 4 Maggio 2024

Corriere della Sera

Le gravissime sistematiche violenze nei confronti dei detenuti minori del Carcere Beccaria di Milano sono l'ultima spia di una situazione di crisi nella gestione degli istituti penitenziari italiani. Il numero dei detenuti ha raggiunto la cifra record di oltre 61.000, diecimila in più rispetto alla capienza ufficiale. Il tragico bollettino dei suicidi ci riporta 70 morti lo scorso anno e 30 nei primi mesi di questo anno. La situazione ha raggiunto un livello non più tollerabile anche a fronte delle decisioni della Corte Europea dei Diritti dell'Uomo. Le pene (e tanto più le detenzioni cautelari), ammonisce la Costituzione, «non possono consistere in trattamenti contrari al senso di umanità». Il ricorso al carcere è purtroppo una necessità, ma ogni sforzo deve essere fatto per limitarlo.

La crisi viene da lontano, ma il messaggio che ora lancia la politica è, all'opposto: carcere, carcere, carcere. Le sbandierate iniziative sulla costruzione di nuove carceri, non solo non risolvono il problema immediato, ma lanciano un segnale sbagliato: non sostituzione di penitenziari obsoleti con altri che consentano un trattamento più umano, ma aumento complessivo della popolazione penitenziaria. In nessun Paese e in nessun tempo più carcere ha portato più sicurezza.

Ma sta alla politica cessare di invocare sempre più carcere e comunque e subito adottare misure atte ad attenuare almeno la intollerabile situazione dei nostri penitenziari. Ovunque nel mondo sono previste misure di riduzione di pena per buona condotta. È depositata in Parlamento una proposta di legge che amplia i limiti delle riduzioni di pena consentite, per ogni semestre di pena scontata, dal nostro istituto della «liberazione anticipata». Non è automatismo, non basta la sola buona condotta (cioè mancanza di sanzioni disciplinari) ma si richiede la «partecipazione all'opera di rieducazione».

O
aspettiamo le elezioni europee per fare ciò che sarà ineluttabile...